



Rapport de gestion

Trimestre terminé
le 31 décembre 2020

4



5N PLUS

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 23 février 2021, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « T4 2020 » et le « T4 2019 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2020 et 2019, et l'« E 2020 » et l'« E 2019 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2020 et 2019.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : stratégie de croissance, crédit, liquidité, taux d'intérêt, litiges, valorisation des stocks, prix des produits de base, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, changements apportés au carnet de commandes, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, notamment en Chine, réglementations en matière de commerce international, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée, interruptions de systèmes informatiques et de l'infrastructure réseau, perte de données et violation de la sécurité informatique, conjoncture économique mondiale de même que valeur de marché des actions ordinaires. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 23 février 2021.

Depuis janvier 2020, la propagation graduelle d'une nouvelle souche de coronavirus, la COVID-19, qui a poussé l'Organisation mondiale de la santé à décréter une pandémie mondiale, a amené les gouvernements à l'échelle mondiale à adopter des mesures d'urgence visant à contrer la propagation du virus. Ces mesures ont fortement perturbé les activités des entreprises partout dans le monde, provoquant un ralentissement économique. Bien que la Société ait été en mesure de diminuer les effets à court terme de la crise, il n'est pas possible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité de la pandémie mondiale ni les conséquences à long terme qu'elle pourrait avoir sur les résultats financiers, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société. La pandémie de COVID-19 doit être considérée comme un nouveau facteur de risque.

En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins de n'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Rapport de gestion

Aperçu

Chef de file de la production de matériaux technologiques et de produits chimiques spécialisés à l'échelle mondiale, 5N Plus mise sur ses capacités intégrées de recyclage et de raffinage pour assurer la pérennité de son modèle d'affaires. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada). La Société gère des centres de recherche et développement, de production et de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits que ses clients utilisent comme précurseurs dans le cadre de plusieurs applications électroniques, optoélectroniques, pharmaceutiques et industrielles avancées ainsi que d'applications liées à la santé et à l'énergie renouvelable. Un grand nombre des produits fabriqués par 5N Plus sont essentiels pour assurer la fonctionnalité et la performance des produits et systèmes fabriqués par ses clients, dont bon nombre sont des chefs de file dans leur secteur d'activité.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la fabrication et en la vente de produits qui sont utilisés dans un certain nombre d'applications destinées aux secteurs de la sécurité, de l'aérospatiale, de la détection, de l'imagerie, de l'énergie renouvelable ainsi qu'à divers secteurs techniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des applications avancées dans les secteurs de l'électronique, de l'optoélectronique, du conditionnement électronique, de l'imagerie médicale et de la thermoélectricité. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques, de composés et de substrats. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de produits qui sont utilisés dans un certain nombre d'applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé, des additifs alimentaires pour animaux, des matériaux de catalyse et d'extraction ainsi que dans divers matériaux industriels. Les principaux produits sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages, mais principalement sous la forme de produits chimiques spécialisés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux écologiques sont également inclus dans le secteur Matériaux écologiques.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

Vision et mission

La vision de la Société découle de sa conviction profonde que la technologie des matériaux est déterminante pour l'essor de nombreux marchés critiques, si bien que l'objectif de 5N Plus est de propulser la croissance de ces marchés en développant et en fabriquant des matériaux de pointe qui favorisent la performance des produits finaux.

5N Plus s'est donné pour mission d'être :

- une société essentielle à ses clients;
- une société prisée par ses employés;
- une société en qui ses actionnaires ont confiance.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants du quatrième trimestre de 2020 et de l'exercice 2020 – Une année exceptionnelle avec un BAIIA ajusté en hausse de 31 % et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation atteignant 25 M\$, malgré les difficultés engendrées par la pandémie de COVID-19 et des cours des métaux historiquement bas qui ont pesé sur les activités en amont – 5N Plus poursuit sa transformation stratégique.

Tous les montants sont exprimés en dollars américains.

5N Plus a terminé le quatrième trimestre et l'exercice 2020 avec des résultats solides et nettement supérieurs à ceux des périodes correspondantes de 2019. La marge brute¹ de la Société s'est considérablement améliorée pour s'établir à 27,6 % pour l'exercice 2020, et le BAIIA ajusté¹ a atteint 28,8 M\$ (16,2 % des produits), en dépit de la diminution de la demande dans les secteurs touchés par la pandémie de COVID-19 et des cours des métaux historiquement bas qui ont pesé sur les activités en amont. En 2020, 5N Plus a généré des flux de trésorerie de 24,9 M\$, ce qui lui a permis de renforcer davantage son bilan tout en réalisant une série d'investissements à l'appui de ses initiatives de croissance et de sa flexibilité opérationnelle.

Au cours de l'exercice, la demande a été solide pour les produits des activités à plus forte valeur ajoutée, tels que les composés semiconducteurs et les substrats innovants, ainsi que les composés pour le secteur pharmaceutique et celui des soins de santé. La demande pour les matériaux associés aux applications de semiconducteurs a été exceptionnellement vigoureuse, stimulée surtout par les secteurs de l'imagerie médicale et de l'imagerie infrarouge. L'apport de ces activités a permis d'accroître la marge bénéficiaire et d'améliorer notablement le BAIIA ajusté de la Société par rapport à l'exercice précédent.

Faits saillants pour le quatrième trimestre

- Pour le quatrième trimestre de 2020, les produits ont atteint 46,2 M\$, par rapport à 44,7 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ils ont atteint 177,2 M\$ pour l'exercice 2020, par rapport à 196,0 M\$ pour l'exercice précédent. La part attribuable à la vente de métaux a été considérablement moins élevée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que les produits à plus forte valeur ajoutée ont continué d'occuper une plus grande place dans la combinaison des ventes grâce à l'apport considérable des initiatives de croissance internes, donnant lieu à l'amélioration importante de la marge d'un exercice à l'autre.
- Au 31 décembre 2020, le carnet de commandes¹ représentait 189 jours de produits annualisés, en hausse par rapport à 171 jours pour le trimestre précédent. La différence nette s'explique en grande partie par le moment de la signature des contrats à long terme. Les nouvelles commandes¹ ont atteint un niveau de 133 jours pour le quatrième trimestre de 2020, par rapport à 53 jours pour le troisième trimestre de 2020 et à 96 jours pour le quatrième trimestre de 2019.
- Pour l'exercice 2020, le résultat net a été de 2,2 M\$, ou 0,03 \$ par action, comparativement à 1,8 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour l'exercice 2019.
- Pour l'exercice 2020, la Société a dégagé un BAIIA¹ de 22,4 M\$, comparativement à 19,1 M\$ pour l'exercice 2019.
- Pour le quatrième trimestre de 2020, la Société a dégagé un BAIIA ajusté de 6,5 M\$, par rapport à 4,5 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de 45 % d'un trimestre à l'autre.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

- Pour l'exercice 2020, la Société a dégagé un BAIIA ajusté¹ de 28,8 M\$ comparativement à 22,0 M\$ pour l'exercice 2019, soit une hausse de 31 % d'un exercice à l'autre. Cette hausse découle d'une meilleure combinaison des produits, priorisant les composés semiconducteurs et les substrats innovants, ainsi que de la demande solide pour les produits des secteurs pharmaceutique et des soins de santé.
- Le rendement du capital investi (« RCI »)¹ s'est établi à 14,4 % pour l'exercice 2020, comparativement à 8,2 % à la fin de 2019.
- La dette nette¹ s'établissait à 10,2 M\$ au 31 décembre 2020, en baisse de 24,9 M\$ par rapport au 31 décembre 2019, la Société continuant de renforcer son bilan.
- Le 5 mars 2020, 5N Plus a annoncé que la Bourse de Toronto avait approuvé son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, dans le cadre de laquelle 5N Plus a le droit de racheter aux fins d'annulation, du 9 mars 2020 au 8 mars 2021, jusqu'à 2 000 000 d'actions ordinaires. Du 9 mars 2020 au 31 décembre 2020, 5N Plus a racheté et annulé 1 750 428 actions ordinaires de la Société.

Résumé des développements importants survenus en 2020

- Le 3 juin 2020, 5N Plus a annoncé que sa filiale, 5N Plus Semiconductors, établie à St. George, en Utah, avait signé un contrat d'une valeur de 12,5 M\$ avec le gouvernement américain. Cette entente vise à faire progresser la technologie de fabrication des produits semiconducteurs spécialisés exigés par les fournisseurs américains de satellites.
- Le 21 juillet 2020, 5N Plus a annoncé le lancement de la troisième génération de substrats innovants, le INZBE3, conçu pour l'imagerie et la détection infrarouge à partir de technologies de procédés révolutionnaires.
- Le 7 octobre 2020, 5N Plus a annoncé qu'elle avait fait son entrée sur le marché de la fabrication additive (communément appelée « impression en trois dimensions ») à titre de fournisseur de poudres sphériques de haute performance et a procédé au lancement d'une vaste gamme de produits de poudres métalliques à l'appui de cette initiative.
- Le 21 octobre 2020, 5N Plus et Metalpine GmbH, un leader technologique dans la production de poudres métalliques de qualité supérieure pour la fabrication additive, établi en Autriche, ont annoncé qu'ils avaient conclu une entente stratégique visant à répondre conjointement à la demande croissante des marchés de la fabrication additive.
- Le 28 octobre 2020, 5N Plus a annoncé l'achèvement du programme d'investissements dans les technologies de procédés d'un montant total d'environ 10,0 M\$. Cette série d'investissements visait à augmenter la capacité de ses actifs existants, à élargir son expertise et à réduire son empreinte environnementale. Les sommes ont été investies dans des installations ciblées situées en Europe et en Chine et relevant majoritairement du secteur Matériaux écologiques.
- Le 12 novembre 2020, 5N Plus a annoncé qu'elle avait conclu des ententes pluriannuelles visant à fournir à First Solar, Inc. (Nasdaq : FSLR) des matériaux semiconducteurs utilisés dans la fabrication de modules photovoltaïques en couches minces. 5N Plus est le premier fournisseur mondial de composés semiconducteurs innovants dans le secteur des modules solaires en couches minces.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Événement postérieur à la date de clôture

- Le 12 janvier 2021, 5N Plus a annoncé avoir conclu une entente stratégique avec Microbion Corporation, établie dans le Montana, visant à contribuer au développement de la nouvelle catégorie d'antibiotiques et d'agents antibiofilms de Microbion. En vertu de cette entente, 5N Plus a acquis une participation dans Microbion et sera responsable de la production des ingrédients pharmaceutiques actifs (« IPA ») dérivés du bismuth qui sont nécessaires à la fabrication de la nouvelle famille de médicaments de Microbion en cours de développement.

En 2020, 5N Plus est passée à la phase suivante de sa transformation stratégique, qui consiste à privilégier les matériaux avancés permettant d'accroître les marges et à s'éloigner des produits tributaires des cours des métaux et pouvant faire l'objet de banalisation. Dans cet objectif, la Société a commencé à chercher des occasions de fusions et acquisitions afin d'augmenter et d'accélérer sa croissance, tout particulièrement dans le domaine des matériaux technologiques. Elle a également amorcé une revue stratégique de certaines de ses activités traditionnelles pour en évaluer la compatibilité à long terme avec l'objectif de la Société. Cette revue vise à trouver des solutions optimales pour l'avenir des activités visées. De ce fait, presque toutes les dépenses non récurrentes engagées par la Société au cours de l'exercice considéré sont liées à la préparation de ces activités en vue des solutions adoptées.

À plus long terme, 5N Plus entend continuer de miser sur ses initiatives récentes visant à saisir des occasions de croissance externe pour compléter ses initiatives de croissance interne. Grâce à des flux de trésorerie solides, la Société a renforcé davantage son bilan en 2020 et réduit sa dette nette, qui s'établissait à 10,2 M\$ à la fin de 2020. Le bilan de la Société constitue un atout important dans sa recherche d'occasions de croissance externe. 5N Plus demeure bien préparée pour gérer l'incidence soutenue de la pandémie sur ses activités. Le plan stratégique lancé en 2016 a fait en sorte que la Société est maintenant fin prête à franchir sa prochaine étape stratégique, qui consiste notamment à générer des produits plus élevés grâce à des marchés exploitables considérablement plus nombreux, à accroître sa marge bénéficiaire grâce à des activités à plus forte valeur ajoutée et à rationaliser ses activités au moyen d'un portefeuille de produits plus ciblé.

Rapport de gestion

Synthèse des résultats

| (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action) | T4 2020 | T4 2019 | E 2020 | E 2019 |
|--|----------------|----------|---------------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 46 230 | 44 714 | 177 192 | 195 971 |
| Charges d'exploitation ajustées ¹ * | (39 687) | (40 212) | (148 401) | (174 021) |
| BAIIA ajusté¹ | 6 543 | 4 502 | 28 791 | 21 950 |
| Dépréciation des stocks | (2 411) | - | (2 411) | - |
| Dépréciation des actifs non courants | - | - | (4 934) | - |
| Charge de rémunération à base d'actions | (867) | (455) | (1 801) | (2 583) |
| Produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net | - | - | 5 577 | - |
| Pertes de change et au titre de dérivés | (1 035) | (365) | (2 798) | (316) |
| BAIIA¹ | 2 230 | 3 682 | 22 424 | 19 051 |
| Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts | 770 | 789 | 3 490 | 4 079 |
| Amortissement | 2 651 | 2 887 | 11 725 | 11 139 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | (1 191) | 6 | 7 209 | 3 833 |
| Charge (recouvrement) d'impôt | | | | |
| Exigible | 439 | 186 | 3 385 | 2 187 |
| Différé | 1 234 | (326) | 1 638 | (139) |
| | 1 673 | (140) | 5 023 | 2 048 |
| Résultat net | (2 864) | 146 | 2 186 | 1 785 |
| Résultat de base par action | (0,03) \$ | - \$ | 0,03 \$ | 0,02 \$ |
| Résultat dilué par action | (0,03) \$ | - \$ | 0,03 \$ | 0,02 \$ |

* Compte non tenu de la dépréciation des stocks et des actifs non courants, de la charge de rémunération à base d'actions, des produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute

| (en milliers de dollars américains) | T4 2020 | T4 2019 | Variation | E 2020 | E 2019 | Variation |
|---|---------------|----------|-----------|----------------|-----------|-----------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Matériaux électroniques | 21 567 | 20 517 | 5 % | 81 484 | 81 281 | - % |
| Matériaux écologiques | 24 663 | 24 197 | 2 % | 95 708 | 114 690 | (17) % |
| Total des produits | 46 230 | 44 714 | 3 % | 177 192 | 195 971 | (10) % |
| Coût des ventes | (39 241) | (37 221) | 5 % | (140 806) | (161 213) | (13) % |
| Dépréciation des stocks | 2 411 | - | 100 % | 2 411 | - | 100 % |
| Amortissement inclus dans le coût des ventes | 2 231 | 2 457 | (9) % | 10 064 | 9 931 | 1 % |
| Marge brute¹ | 11 631 | 9 950 | 17 % | 48 861 | 44 689 | 9 % |
| Pourcentage de marge brute¹ | 25,2 % | 22,3 % | | 27,6 % | 22,8 % | |

Pour le quatrième trimestre de 2020, les produits ont augmenté de 3 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, avec une marge brute¹ qui s'est établie à 25,2 % comparativement à 22,3 % pour le quatrième trimestre de 2019. Pour l'exercice 2020, la marge brute moyenne s'est établie à 27,6 %, ou 48,9 M\$, en hausse par rapport à 22,8 %, ou 44,7 M\$, pour l'exercice précédent. Cette hausse découle d'une meilleure combinaison des produits favorisée par diverses activités associées aux composés semiconducteurs et aux substrats innovants, ainsi que de la demande solide pour les produits des secteurs pharmaceutiques et des soins de santé, le tout ayant été contrebalancé par la baisse de la demande pour les produits industriels dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et par les cours des métaux peu élevés qui ont pesé sur les activités en amont.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

| (en milliers de dollars américains) | T4 2020 | T4 2019 | Variation | E 2020 | E 2019 | Variation |
|-------------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Matériaux électroniques | 6 184 | 4 387 | 41 % | 26 858 | 19 581 | 37 % |
| Matériaux écologiques | 3 370 | 2 047 | 65 % | 11 508 | 10 993 | 5 % |
| Siège social | (3 011) | (1 932) | 56 % | (9 575) | (8 624) | 11 % |
| BAIIA ajusté¹ | 6 543 | 4 502 | 45 % | 28 791 | 21 950 | 31 % |
| BAIIA¹ | 2 230 | 3 682 | (39) % | 22 424 | 19 051 | 18 % |
| Résultat d'exploitation | 614 | 1 160 | (47) % | 13 497 | 8 228 | 64 % |

Le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 6,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020, contre 4,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019. Pour l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 6,8 M\$ pour s'établir à 28,8 M\$ par rapport à 22,0 M\$ pour l'exercice 2019. Cette augmentation découle d'une meilleure combinaison des produits favorisée par diverses activités associées aux composés semiconducteurs et aux substrats innovants, ainsi que de la demande solide pour les produits des secteurs pharmaceutiques et des soins de santé, malgré les difficultés dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et les cours des métaux peu élevés, qui ont pesé sur les activités en amont. Pour l'exercice 2020, la Société a également comptabilisé une réduction des charges salariales de 1,2 M\$, du fait de la Subvention salariale d'urgence du Canada mise en place pour aider à surmonter les défis posés par la pandémie de COVID-19.

Le BAIIA¹ s'est établi à 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020, contre 3,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019. Cette baisse s'explique principalement par une dépréciation des stocks de 2,4 M\$ relativement à des produits désignés comptabilisée au quatrième trimestre de 2020 ainsi que par des pertes de change et au titre de dérivés plus élevées et par une hausse de la charge de rémunération à base d'actions, le tout contrebalancé par l'augmentation du BAIIA ajusté.

Pour l'exercice 2020, le BAIIA a été de 22,4 M\$, contre 19,1 M\$ pour l'exercice 2019. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du BAIIA ajusté, la baisse de la charge de rémunération à base d'actions, un profit non récurrent lié au règlement et à la résiliation d'une entente d'approvisionnement, après déduction des charges de restructuration et de dépréciation en lien avec la décision de regrouper certaines activités et de fermer une filiale située en Asie, la dépréciation des stocks et des pertes de change et au titre de dérivés plus élevées.

Pour le quatrième trimestre de 2020, le résultat d'exploitation a été de 0,6 M\$ par rapport à 1,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, et de 13,5 M\$ pour l'exercice 2020 par rapport à 8,2 M\$ pour l'exercice 2019.

Secteur Matériaux électroniques

Pour le quatrième trimestre de 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,8 M\$ pour atteindre 6,2 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 29 %, comparativement à 21 % pour le quatrième trimestre de 2019. Pour l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,3 M\$ pour atteindre 26,9 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 33 %, par rapport à 24 % pour l'exercice 2019.

Secteur Matériaux écologiques

Pour le quatrième trimestre de 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,3 M\$ pour atteindre 3,4 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 14 %, comparativement à 8 % pour le quatrième trimestre de 2019. Pour l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 0,5 M\$ pour atteindre 11,5 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 12 %, par rapport à 10 % pour l'exercice 2019.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Résultat net et résultat net ajusté

| (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action) | T4 2020 | T4 2019 | E 2020 | E 2019 |
|--|-------------|----------------|----------------|----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Résultat net | (2 864) | 146 | 2 186 | 1 785 |
| Résultat de base par action | (0,03) \$ | - \$ | 0,03 \$ | 0,02 \$ |
| Éléments de rapprochement : | | | | |
| Dépréciation des stocks | 2 411 | - | 2 411 | - |
| Charge de rémunération à base d'actions (Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net | 867 | 455 | 1 801 | 2 583 |
| Dépréciation des actifs non courants | - | - | 4 934 | - |
| Intérêts théoriques anticipés | - | - | - | 267 |
| Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus | (230) | (121) | (775) | (760) |
| Résultat net ajusté¹ | 184 | 480 | 4 980 | 3 875 |
| Résultat net de base ajusté par action¹ | - \$ | 0,01 \$ | 0,06 \$ | 0,05 \$ |

Pour le quatrième trimestre de 2020, la perte nette a été de 2,9 M\$, ou 0,03 \$ par action, comparativement à un résultat net de 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019. Pour le quatrième trimestre de 2020, le résultat net ajusté¹ s'est établi à 0,2 M\$, par rapport à un résultat net ajusté de 0,5 M\$, ou 0,01 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2019. Outre le recouvrement d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté au quatrième trimestre de 2020 sont la dépréciation des stocks et la charge de rémunération à base d'actions.

Pour l'exercice 2020, le résultat net a été de 2,2 M\$, ou 0,03 \$ par action, comparativement à 1,8 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour l'exercice 2019. Le résultat net ajusté a augmenté de 1,1 M\$, pour s'établir à 5,0 M\$, ou 0,06 \$ par action, pour l'exercice 2020, par rapport à un résultat net ajusté de 3,9 M\$, ou 0,05 \$ par action, pour l'exercice 2019.

Outre le recouvrement d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté pour l'exercice 2020 sont la dépréciation des stocks, la charge de rémunération à base d'actions, un profit non récurrent lié à la résiliation d'une entente d'approvisionnement, après déduction de la dépréciation du matériel de production du site touché par la résiliation de l'entente, ainsi que des charges de dépréciation et de restructuration en lien avec la décision de fermer une filiale située en Asie.

Dépréciation des stocks

| (en milliers de dollars américains) | T4 2020 | T4 2019 | E 2020 | E 2019 |
|-------------------------------------|--------------|----------|--------------|----------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériaux électroniques | 244 | - | 244 | - |
| Matériaux écologiques | 2 167 | - | 2 167 | - |
| Total | 2 411 | - | 2 411 | - |

À la suite d'une analyse de la valeur nette de réalisation attendue au 31 décembre 2020, une dépréciation des stocks de 2,4 M\$ relativement à des produits désignés a été comptabilisée au quatrième trimestre de 2020.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

| (en milliers de dollars américains) | CARNET DE COMMANDES ¹ | | | NOUVELLES COMMANDES ¹ | | |
|-------------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------|----------------------------------|---------------|---------------|
| | T4 2020 | T3 2020 | T4 2019 | T4 2020 | T3 2020 | T4 2019 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériaux électroniques | 53 049 | 36 025 | 68 888 | 38 591 | 5 208 | 20 025 |
| Matériaux écologiques | 42 544 | 38 578 | 50 009 | 28 629 | 18 060 | 26 819 |
| Total | 95 593 | 74 603 | 118 897 | 67 220 | 23 268 | 46 844 |

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

| (nombre de jours en fonction des produits annualisés)* | CARNET DE COMMANDES ¹ | | | NOUVELLES COMMANDES ¹ | | |
|--|----------------------------------|---------|---------|----------------------------------|---------|---------|
| | T4 2020 | T3 2020 | T4 2019 | T4 2020 | T3 2020 | T4 2019 |
| Matériaux électroniques | 224 | 159 | 306 | 163 | 23 | 89 |
| Matériaux écologiques | 157 | 183 | 189 | 106 | 86 | 101 |
| Moyenne pondérée | 189 | 171 | 243 | 133 | 53 | 96 |

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Quatrième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2020

Au 31 décembre 2020, le carnet de commandes¹ représentait un niveau de 189 jours de produits annualisés, en hausse de 18 jours, ou 11 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2020. La différence nette s'explique en grande partie par le moment de la signature des contrats à long terme.

Au 31 décembre 2020, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 224 jours de produits annualisés, en hausse de 65 jours, ou 41 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2020. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 157 jours de produits annualisés, soit une baisse de 26 jours, ou 14 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2020.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques ont représenté 163 jours pour le quatrième trimestre de 2020, en hausse de 140 jours par rapport à 23 jours pour le troisième trimestre de 2020, en raison du moment du renouvellement d'un contrat à long terme dans ce secteur. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont représenté 106 jours pour le quatrième trimestre de 2020, soit une augmentation de 20 jours comparativement à 86 jours pour le troisième trimestre de 2020, le renouvellement des contrats à long terme ayant généralement lieu à la fin de l'année et au premier trimestre dans ce secteur.

Quatrième trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Au 31 décembre 2020, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait diminué de 82 jours, en raison principalement de la procédure de faillite de l'un des clients finaux du secteur, qui a donné lieu à un ajustement rétroactif au premier trimestre de 2020, et en raison du moment du renouvellement des contrats à long terme dans ce secteur. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques, qui a diminué de 32 jours par rapport au 31 décembre 2019, représente 157 jours par rapport à 189 jours au quatrième trimestre de 2019 sur une base consolidée.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 74 jours, et celles du secteur Matériaux écologiques, de 5 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

| (en milliers de dollars américains) | T4 2020 | T4 2019 | E 2020 | E 2019 |
|--|---------------|--------------|---------------|---------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Amortissement | 2 651 | 2 887 | 11 725 | 11 139 |
| Frais généraux, frais de vente et frais d'administration | 5 872 | 4 945 | 19 874 | 21 179 |
| Charge de rémunération à base d'actions | 867 | 455 | 1 801 | 2 583 |
| (Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net | - | - | (5 577) | - |
| Dépréciation des actifs non courants | - | - | 4 934 | - |
| Charges financières | 1 805 | 1 154 | 6 288 | 4 395 |
| Charge (recouvrement) d'impôt | 1 673 | (140) | 5 023 | 2 048 |
| Total des charges | 12 868 | 9 301 | 44 068 | 41 344 |

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 2,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020 et à 11,7 M\$ pour l'exercice 2020, par rapport à respectivement 2,9 M\$ et 11,1 M\$ pour les périodes correspondantes de 2019.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 5,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020 et à 19,9 M\$ pour l'exercice 2020, par rapport à respectivement 4,9 M\$ et 21,2 M\$ pour les périodes correspondantes de 2019. Pour l'exercice 2020, la diminution des charges liées aux déplacements et aux honoraires de consultation, en raison du report ou du ralentissement des activités dans le contexte de la pandémie de COVID-19, a eu une incidence positive sur les charges en général. La Société a également comptabilisé une réduction des charges salariales de 0,2 M\$ pour l'exercice 2020, du fait de la Subvention salariale d'urgence du Canada mise en place pour aider à surmonter les défis posés par la pandémie de COVID-19.

Charge de rémunération à base d'actions

La charge de rémunération à base d'actions s'est établie à 0,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020 et à 1,8 M\$ pour l'exercice 2020, par rapport à respectivement 0,5 M\$ et 2,6 M\$ pour les périodes correspondantes de 2019, en raison des conditions d'acquisition prévues aux termes des régimes d'intéressement à long terme et de la hausse du cours de l'action de la Société à la fin de l'exercice 2020.

Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net

Au cours du troisième trimestre de 2020, la Société a comptabilisé un produit non récurrent de 8,0 M\$ découlant du règlement et de la résiliation d'une entente d'approvisionnement, déduction faite des coûts qui y sont liés de 0,1 M\$. De plus, la Société a décidé de regrouper certaines activités et de fermer l'une de ses filiales établie en Asie, en raison du contexte d'affaires devenu défavorable et des nouveaux règlements adoptés par les autorités locales empêchant le site d'être rentable. La Société a donc comptabilisé une provision pour restructuration de 2,3 M\$, composée d'indemnités de départ et d'autres coûts liés à la fermeture du site.

Aucun coût ni produit associé aux litiges et aux activités de restructuration n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2019.

Dépréciation des actifs non courants

Au cours du troisième trimestre de 2020, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 4,9 M\$ à l'égard de ses actifs non courants en lien avec sa décision de fermer l'une de ses filiales, comme il a été mentionné précédemment, et du fait de la dépréciation d'une partie du matériel de production du site touché par la résiliation d'une entente d'approvisionnement, également comme il a été mentionné précédemment.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 1,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020, par rapport à 1,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019. Cette augmentation s'explique principalement par des pertes de change et au titre de dérivés plus élevées comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges financières se sont établies à 6,3 M\$ pour l'exercice 2020, comparativement à 4,4 M\$ pour l'exercice 2019. Cette augmentation s'explique principalement par le facteur qui précède, contrebalancé par une baisse de l'intérêt sur la dette à long terme pour l'exercice 2020.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché une perte avant impôt sur le résultat de 1,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020 et un résultat avant impôt sur le résultat de 7,2 M\$ pour l'exercice 2020. La charge d'impôt s'est élevée à 1,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020 et à 5,0 M\$ pour l'exercice 2020, par rapport à un recouvrement d'impôt de 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 et à une charge d'impôt de 2,0 M\$ pour l'exercice 2019. Le lecteur trouvera un complément d'information à la note 15 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Situation financière et sources de financement

| (en milliers de dollars américains) | T4 2020 | T4 2019 | E 2020 | E 2019 |
|---|--------------|--------------|---------------|----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation ¹ | 4 355 | 3 343 | 25 830 | 15 724 |
| Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie | 13 297 | 1 817 | 10 975 | (13 043) |
| Activités d'exploitation | 17 652 | 5 160 | 36 805 | 2 681 |
| Activités d'investissement | (2 338) | (3 076) | (8 461) | (10 182) |
| Activités de financement | (6 050) | (417) | (8 804) | 794 |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 258 | 216 | 345 | 48 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 9 522 | 1 883 | 19 885 | (6 659) |

Pour le quatrième trimestre de 2020, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 17,7 M\$, comparativement à 5,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019. Pour l'exercice 2020, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 36,8 M\$ par rapport à 2,7 M\$ pour l'exercice 2019. La hausse des fonds provenant de l'exploitation¹ s'explique principalement par l'augmentation du BAIIA ajusté¹. La variation positive des soldes du fonds de roulement hors trésorerie au cours de l'exercice 2020 découle principalement d'une réduction des stocks de 13,8 M\$ du fait du cours actuellement bas des métaux et de la réduction des activités en amont.

Pour le quatrième trimestre de 2020, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 2,3 M\$ par rapport à 3,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, et 8,5 M\$ pour l'exercice 2020 par rapport à 10,2 M\$ pour l'exercice 2019, en raison surtout du moment où des ajouts d'immobilisations corporelles ont eu lieu.

Pour le quatrième trimestre de 2020, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 6,1 M\$, par rapport à 0,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019. Cette augmentation s'explique par le remboursement, au cours du trimestre considéré, d'un montant de 5,0 M\$ emprunté sur la facilité de crédit et par le rachat et l'annulation de 391 859 actions ordinaires pour un montant de 0,7 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, alors que pour le quatrième trimestre de 2019, la Société n'avait racheté aucune action.

Pour l'exercice 2020, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 8,8 M\$ par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 0,8 M\$ pour l'exercice 2019. Pour l'exercice 2020, le mouvement net du solde de la facilité de crédit correspondait à une diminution de 5,0 M\$, contre néant pour l'exercice 2019. Au premier trimestre de 2019, la Société avait conclu un nouveau prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans de 25,0 M\$, dont seulement 19,3 M\$ avaient servi au rachat des débetures subordonnées convertibles et non garanties en circulation de 26,0 M\$ CA de la Société. La baisse s'explique également par l'émission d'actions ordinaires pour un montant de 0,7 M\$ au cours de l'exercice 2019. Depuis le début de 2020, la Société a racheté et annulé 1 750 428 actions ordinaires pour un montant de 2,2 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, alors qu'au cours de l'exercice 2019, elle en avait racheté et annulé 1 696 733 pour un montant de 4,0 M\$.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Fonds de roulement

| (en milliers de dollars américains) | Au 31 décembre 2020 | Au 31 décembre 2019 |
|--|---------------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Stocks | 67 139 | 83 367 |
| Autres actifs courants | 83 756 | 61 346 |
| Passif courant | (36 550) | (37 016) |
| Fonds de roulement¹ | 114 345 | 107 697 |
| Ratio du fonds de roulement¹ | 4,13 | 3,91 |

La hausse du fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2019 est principalement attribuable à la hausse des autres actifs courants et à la baisse du passif courant, alors que les stocks ont diminué du fait du cours actuellement bas des métaux et de la réduction des activités en amont. La hausse de l'actif courant s'explique principalement par une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice 2020 par rapport à l'exercice précédent.

Dettes nettes

| (en milliers de dollars américains) | Au 31 décembre 2020 | Au 31 décembre 2019 |
|---|---------------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Dettes bancaires | - | - |
| Dettes à long terme, y compris la partie courante | 50 109 | 55 107 |
| Total de la dette¹ | 50 109 | 55 107 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | (39 950) | (20 065) |
| Dettes nettes¹ | 10 159 | 35 042 |

Le total de la dette¹ a diminué de 5,0 M\$ pour s'établir à 50,1 M\$ par rapport au 31 décembre 2019. Le montant de 5,0 M\$ emprunté aux termes de la facilité de crédit au premier trimestre de 2020 pour les besoins en fonds de roulement a été remboursé au deuxième trimestre de 2020, grâce à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie générés au cours de ce trimestre. Au quatrième trimestre de 2020, une deuxième tranche de 5,0 M\$ a été remboursée.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 24,9 M\$, pour s'établir à 10,2 M\$ au 31 décembre 2020, par rapport à 35,0 M\$ au 31 décembre 2019.

Sources de financement à court terme disponibles

| (en milliers de dollars américains) | Au 31 décembre 2020 | Au 31 décembre 2019 |
|---|---------------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 39 950 | 20 065 |
| Dettes bancaires disponibles | 1 533 | 1 431 |
| Facilité de crédit renouvelable disponible | 54 000 | 49 000 |
| Sources de financement à court terme disponibles | 95 483 | 70 496 |

En avril 2018, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 79,0 M\$ échéant en avril 2022. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M\$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt soit au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang / BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

En février 2019, un prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5,0 M\$ le 6 février 2019 et 20,0 M\$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Informations relatives aux actions

| | Au 23 février 2021 | Au 31 décembre 2020 |
|---|--------------------|---------------------|
| Actions émises et en circulation | 81 498 960 | 81 651 130 |
| Options sur actions pouvant être émises | 672 600 | 672 600 |

Le 5 mars 2020, la Bourse de Toronto a approuvé l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, dans le cadre de laquelle la Société a le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 000 000 d'actions ordinaires, du 9 mars 2020 au 8 mars 2021. Pour l'exercice 2020, la Société a racheté et annulé 1 750 428 actions ordinaires à un prix moyen de 1,26 \$ (1,71 \$ CA) pour un montant total de 2,2 M\$, qui a été comptabilisé en diminution des capitaux propres.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice 2020, dans le cadre du régime, la Société a attribué 234 770 unités d'actions restreintes (248 543 pour 2019), elle en a réglé 322 540 (1 157 099 pour 2019) et 41 250 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (81 042 pour 2019). Au 31 décembre 2020, 735 408 unités d'actions restreintes étaient en circulation (864 428 pour 2019) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice 2020, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (430 000 pour 2019) et elle en a réglé 168 300 (165 000 pour 2019). Au 31 décembre 2020, 596 700 unités d'actions liées au rendement étaient en circulation (765 000 pour 2019).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2020 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les droits aux options s'acquiescent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Rapport de gestion

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

| | 2020 | | 2019 | |
|---------------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|-------------------------------|
| | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré |
| | | \$ CA | | \$ CA |
| En circulation au début de l'exercice | 932 041 | 2,58 | 1 490 541 | 2,32 |
| Attribuées | 86 240 | 2,10 | 123 016 | 3,43 |
| Exercées | - | - | (488 500) | 1,98 |
| Annulées par déchéance | (133 681) | 2,43 | (193 016) | 2,61 |
| Expirées | (212 000) | 4,03 | - | - |
| En circulation à la fin de l'exercice | 672 600 | 2,09 | 932 041 | 2,58 |
| Exercables à la fin de l'exercice | 472 975 | 1,94 | 632 360 | 2,65 |

Arrangements hors bilan

La Société a recours à quelques arrangements hors bilan, puisque la plupart des contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé depuis l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. Tout arrangement hors bilan porte sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères ainsi qu'aux fluctuations des taux d'intérêt de sa facilité de crédit et peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt ou de devises afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 16 et 24 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2020 :

| (en milliers de dollars américains) | Valeur comptable | 1 an | 2 ans | 3 ans | 4 ans | Plus de 5 ans | Total |
|-------------------------------------|------------------|--------|--------|-------|--------|---------------|--------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Dettes fournisseurs et | 31 671 | 31 671 | - | - | - | - | 31 671 |
| Dettes à long terme | 50 109 | 2 179 | 26 803 | 1 670 | 25 418 | - | 56 070 |
| Obligations locatives | 5 358 | 1 457 | 719 | 463 | 343 | 3 882 | 6 864 |
| Total | 87 138 | 35 307 | 27 522 | 2 133 | 25 761 | 3 882 | 94 605 |

Engagements

Au 31 décembre 2020, dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant de 0,7 M\$ (0,4 M\$ au 31 décembre 2019).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Événement postérieur à la date de clôture

Le 12 janvier 2021, la Société a annoncé avoir conclu une entente stratégique avec Microbion Corporation (« Microbion »), visant à contribuer au développement de la nouvelle catégorie d'antibiotiques et d'agents antibiofilms de Microbion. En vertu de cette entente, 5N Plus a acquis les droits de fabrication du principe actif d'un médicament et sera également responsable de la production des ingrédients pharmaceutiques actifs (« IPA ») dérivés du bismuth qui sont nécessaires à la fabrication de la nouvelle famille de médicaments de Microbion en cours de développement, notamment le pravibismane, l'IPA du médicament phare de Microbion. L'entente prévoit que Microbion conserve la responsabilité du développement, de la fabrication et de la commercialisation des produits médicamenteux finis qui sont en cours d'élaboration. En même temps, la Société a acquis une participation minoritaire pour un montant de 2,0 M\$.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et conformément aux recommandations des autorités de santé publique, la Société a mis en place des modalités de travail à distance, qui pourraient avoir une incidence sur le fonctionnement de certains contrôles internes. La Société surveillera et évaluera continuellement les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur son CIIF. La direction a rappelé l'importance des contrôles internes et a maintenu des communications régulières à tous les échelons de l'organisation.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

IFRS 3 – Regroupement d'entreprises

Le 1^{er} janvier 2020, la Société a adopté la version modifiée de la norme comptable IFRS 3, *Regroupement d'entreprises*, qui vise à clarifier la définition d'une entreprise, afin d'aider les entités à déterminer si une transaction doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. Les modifications doivent être appliquées aux transactions pour lesquelles la date d'acquisition se situe à l'ouverture ou après l'ouverture du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020, l'adoption anticipée étant autorisée. L'incidence, le cas échéant, qu'auront ces modifications dépendra des faits et des circonstances de tout regroupement d'entreprises futur. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, aucun nouveau regroupement d'entreprises n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés de la Société.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 – Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2

En août 2020, l'IASB a publié le document *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2*, qui modifie IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, et IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications de la phase 2 portent sur les questions qui pourraient avoir une incidence sur l'information financière après la réforme d'un taux d'intérêt de référence, y compris son remplacement par un taux d'intérêt de référence alternatif. Ces modifications complètent celles publiées en 2019 et concernent plus particulièrement les questions qui pourraient avoir une incidence sur l'information financière au moment de la réforme d'un taux d'intérêt de référence, notamment l'incidence des changements de flux de trésorerie contractuels découlant du remplacement d'un taux d'intérêt de référence par un taux de référence alternatif. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, l'adoption anticipée étant autorisée. La Société a conclu que l'application des modifications de la phase 2 n'aura aucune incidence importante.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché, notamment des informations publiques sur les prix des métaux au 31 décembre 2020. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des immobilisations incorporelles et corporelles de la Société dans des périodes futures.

Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend de l'évolution future du marché et de la capacité de la Société à commercialiser et à fabriquer de nouveaux produits afin de réaliser les bénéfices prévus. Par exemple, de nouveaux procédés de fabrication pourraient ne pas être mis en œuvre à une échelle industrielle dans les délais prévus et les nouveaux produits pourraient ne pas avoir le succès escompté sur le marché. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs à un moment donné : a) une croissance importante prévue de la demande sur le marché pour différents métaux; b) les prix de vente qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux; et c) le taux d'actualisation associé aux nouveaux procédés et aux nouveaux produits (compte tenu de la prime sur le coût moyen pondéré du capital de la Société associée aux incertitudes additionnelles).

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs. Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend d'informations prospectives de marché et de la capacité de la Société à terminer le projet et à réaliser les bénéfices prévus. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs dans l'année qui suit : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux et le taux d'actualisation.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 15 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

Rapport de gestion

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 23 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 16, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

| (en milliers de dollars américains) | 31 décembre 2020 | 31 décembre 2019 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Swap sur actions | 5 950 | 4 862 |
| Swap de taux d'intérêt | (439) | - |

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 24 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme, constituée de créances subordonnées, soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 0,3 M\$ sur le résultat net de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2020.

En février 2020, la Société a conclu, avec une grande institution financière canadienne, un swap de taux d'intérêt en vue de réduire l'exposition de ses charges financières aux fluctuations du taux LIBOR pour une tranche de sa facilité de crédit. Aux termes de ce swap de taux d'intérêt, la Société échange les paiements d'intérêts. Selon les modalités du swap, à chaque date de paiement de l'intérêt, la Société recevra ou paiera un montant net correspondant à la différence entre le taux fixe de 1,435 % et son taux LIBOR appliquée à un montant nominal de 25,0 M\$.

Monnaies étrangères

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro et le dollar canadien. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2020, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2020 :

| (en milliers de dollars américains) | \$ CA | Euro | Livre sterling | RMB | HKD | Autre |
|---|----------|---------|----------------|-------|-------|---------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 617 | 2 516 | 548 | 230 | 48 | 203 |
| Créances | 616 | 7 459 | - | 2 187 | - | 239 |
| Autres actifs courants | 5 950 | - | - | - | - | - |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | (11 338) | (6 483) | (380) | (668) | (111) | (1 485) |
| Dettes à long terme | (109) | - | - | - | - | - |
| Obligations locatives | (342) | (707) | - | - | (173) | (9) |
| Actifs (passifs) financiers nets | (4 606) | 2 785 | 168 | 1 749 | (236) | (1 052) |

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2020 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

| (en milliers de dollars américains) | \$ CA | Euro | Livre sterling | RMB | HKD | Autre |
|-------------------------------------|-------|-------|----------------|------|------|-------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Raffermissement de 5 % | (230) | 139 | 8 | 87 | (12) | (53) |
| Affaiblissement de 5 % | 230 | (139) | (8) | (87) | 12 | 53 |

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

De nombreux secteurs de l'économie mondiale sont perturbés par la pandémie de COVID-19 et, par conséquent, quelques clients de la Société le sont également. La Société a renforcé ses mesures de contrôle strictes sur le crédit, notamment en surveillant plus étroitement les clients qui ont été durement touchés par la pandémie.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Aux 31 décembre 2020 et 2019, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de 0,1 M\$. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société

devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

COVID-19

Depuis janvier 2020, la propagation graduelle d'une nouvelle souche de coronavirus, la COVID-19, qui a poussé l'Organisation mondiale de la santé à décréter une pandémie mondiale, a amené les gouvernements à l'échelle mondiale à adopter des mesures d'urgence visant à contrer la propagation du virus. Ces mesures ont fortement perturbé les activités des entreprises partout dans le monde, provoquant un ralentissement économique. Bien que la Société ait été en mesure de diminuer les effets à court terme de la crise, il n'est pas possible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité de la pandémie mondiale ni les conséquences à long terme qu'elle pourrait avoir sur les résultats financiers, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir pour effet d'amplifier les autres risques et incertitudes décrits dans la présente section.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de 5N Plus a pour objectif d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et il s'articule autour de trois piliers de croissance : 1) optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval; 2) dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux; et 3) assurer une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, le Laos et la Malaisie et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, qui comprennent, sans s'y restreindre, l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber notre chaîne d'approvisionnement, interrompre la production dans nos installations ou celles de nos fournisseurs ou de nos clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d'exploitation, entraîner d'importantes pertes d'actifs ou nécessiter d'autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies, les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la perturbation des activités portuaires, des services d'expédition et des services transitaires; et
- les interruptions de services et d'infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d'eau.

Nos programmes d'assurance ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à nos activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, notre assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d'une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par notre assurance pourrait nuire à nos activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de common law, il s'agit d'un système où les décisions rendues dans des causes de droit n'ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l'interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d'incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont nous jouissons. De plus, la Société ne peut prédire l'incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l'adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l'égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s'éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l'attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l'attribution stratégique des ressources, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l'attribution d'un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l'économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur nos activités. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation du commerce international

Nous exerçons nos activités dans plusieurs pays et, par conséquent, sommes exposés à des risques en cas de changement dans la réglementation et les politiques en matière de commerce international. Ces risques comprennent, sans s'y restreindre, les obstacles ou les restrictions touchant le libre-échange, et les modifications relatives aux taxes et impôts, aux tarifs et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Le contexte politique mondial actuel, notamment les positions de l'Administration américaine à l'égard de la Chine et la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 31 janvier 2020, entre autres, ont semblé favoriser l'imposition de restrictions commerciales plus contraignantes. De telles restrictions pourraient avoir un effet négatif sur nos activités si elles devaient limiter notre capacité d'exporter nos produits vers des marchés où nous exerçons actuellement nos activités ou d'importer des matières premières en provenance de nos fournisseurs actuels. En revanche, il est possible que ces restrictions aient un effet favorable sur nos activités si elles devaient freiner la concurrence au sein des marchés où nous exerçons nos activités, sans avoir une incidence néfaste sur nos affaires.

Favorisant la proximité avec nos clients et nos fournisseurs, nous exerçons nos activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, toutefois, rien ne garantit que nous ne subissions pas les contre-coups néfastes des risques inhérents aux changements sur la scène politique internationale et à leur incidence sur le commerce mondial.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à notre réputation; mettre un frein à nos activités d'exploitation à l'une de nos

installations; nous exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre nous et nuire grandement à nos activités, à nos résultats d'exploitation ou à notre situation financière. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation ou notre situation financière.

Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Concurrence

Nous sommes un chef de file de la production de métaux technologiques et de produits chimiques spécialisés et nous avons peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture politique et économique, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'offre et la demande de métaux à l'échelle mondiale, les fluctuations de la valeur du dollar américain et des monnaies étrangères, les opérations spéculatives, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de nos contrats d'approvisionnement.

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de la propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur. Rien ne garantit que nos ententes de confidentialité procureront une protection utile de nos droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou que nous pourrions protéger efficacement nos secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

Nous surveillons notre risque associé à la valeur de nos stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de nos stocks, nous comptons sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Changements apportés au carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous comptons sur l'expertise et le savoir-faire des membres de notre personnel pour la poursuite de nos activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à attirer et à garder à notre service nos employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin. L'incapacité de la Société à recruter et à garder à son service d'autres employés compétents dans l'avenir pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques de litiges

Nous sommes susceptibles de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non. Bien que la Société constitue des provisions en prévision de tels litiges, rien ne garantit que les provisions constituées pour l'ensemble des réclamations correspondront au montant à payer pour leur règlement. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait avoir une incidence négative considérable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Interruptions de systèmes informatiques, de l'infrastructure réseau, perte de données et violation de la sécurité informatique

Nous comptons sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer le fonctionnement adéquat de la Société. Si nous n'étions pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de nos logiciels et de notre matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit nos systèmes et notre infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer

l'efficacité des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble des activités de la Société. Ce serait également le cas si notre réseau, nos systèmes informatiques et nos systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'actes de sabotage, d'erreurs humaines, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. Le fait qu'un nombre important d'employés travaillent à distance en raison du contexte imposé par la pandémie de COVID-19 contribue à accroître les tentatives de cyberattaque. Bien que la Société n'ait subi aucune perte importante découlant de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité de l'information par le passé, rien ne garantit qu'elle ne subira pas de telles pertes dans l'avenir étant donné le caractère évolutif de ces menaces.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Nos actions sont cotées et, par conséquent, nous sommes tenus de nous conformer à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Un autre risque associé au fait d'être une société cotée est l'obligation de communiquer les informations clés de la Société, ce qui n'est pas le cas pour les concurrents qui sont des sociétés à capital fermé.

Conjoncture économique mondiale

La volatilité plus élevée associée à la conjoncture économique mondiale actuelle pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à des sources de financement public et à obtenir du financement par emprunts ou par capitaux propres selon des modalités favorables.

Valeur de marché des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ». La valeur de marché des titres de nombreuses entreprises connaît de temps à autre d'importantes fluctuations qui ne sont pas nécessairement liées à la performance opérationnelle, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de croissance future de ces entreprises. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas de fluctuation du prix des actions ordinaires de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la charge de rémunération à base d'actions, la dépréciation des actifs non courants, les produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et les pertes (profits) de change et au

titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la dépréciation des stocks, de la charge de rémunération à base d'actions, de la dépréciation des actifs non courants, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de l'amortissement. Nous avons recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. Nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence de la dépréciation des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge de rémunération à base d'actions, des produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de l'amortissement accéléré et du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de la dépréciation des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge de rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de l'amortissement accéléré et du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de la dépréciation des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge de rémunération à base d'actions, des produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de l'amortissement accéléré et du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de l'incidence de la dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette correspond au montant total de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société.

Le rendement du capital investi (« RCI ») est une mesure financière non conforme aux IFRS. Il est obtenu en divisant le BAII ajusté annualisé par le montant du capital investi à la fin de la période. Le BAII ajusté se calcule comme le BAIIA ajusté, moins l'amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles (ajusté pour tenir compte de la charge au titre de l'amortissement accéléré, s'il y a lieu). Le capital investi correspond à la somme des créances, des stocks, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles, moins les dettes fournisseurs et charges à payer (ajustées pour tenir compte des éléments exceptionnels). Nous nous servons de cette mesure que nous avons recours à du financement par emprunts ou par capitaux propres. À notre avis, cette mesure fournit des renseignements utiles pour déterminer si le capital investi dans les activités de la Société dégage un rendement concurrentiel. Le RCI comporte toutefois des limites puisqu'il s'agit d'un ratio. Il ne permet donc pas de fournir de renseignements quant au montant absolu du résultat net, de la dette et des capitaux propres de la Société.

Rapport de gestion

Certains éléments sont également exclus du calcul du RCI et d'autres sociétés pourraient utiliser une mesure similaire, calculée différemment.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre l'actif courant et le passif courant. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant l'actif courant par le passif courant.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales informations financières trimestrielles

| (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action) | 31 déc. 2020 | 30 sept. 2020 | 30 juin 2020 | 31 mars 2020 | 31 déc. 2019 | 30 sept. 2019 | 30 juin 2019 | 31 mars 2019 |
|---|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 46 230 | 39 872 | 41 136 | 49 954 | 44 714 | 49 554 | 50 290 | 51 413 |
| BAlIA ¹ | 2 230 | 7 450 | 6 506 | 6 238 | 3 682 | 5 860 | 5 321 | 4 188 |
| BAlIA ajusté ¹ | 6 543 | 7 744 | 7 647 | 6 857 | 4 502 | 5 974 | 5 862 | 5 612 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus | (2 864) | 2 709 | 1 749 | 592 | 146 | 1 030 | 1 758 | (1 149) |
| Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus | (0,03) \$ | 0,03 \$ | 0,02 \$ | 0,01 \$ | - \$ | 0,01 \$ | 0,02 \$ | (0,01) \$ |
| Résultat net | (2 864) | 2 709 | 1 749 | 592 | 146 | 1 030 | 1 758 | (1 149) |
| Résultat de base par action | (0,03) \$ | 0,03 \$ | 0,02 \$ | 0,01 \$ | - \$ | 0,01 \$ | 0,02 \$ | (0,01) \$ |
| Résultat dilué par action | (0,03) \$ | 0,03 \$ | 0,02 \$ | 0,01 \$ | - \$ | 0,01 \$ | 0,02 \$ | (0,01) \$ |
| Résultat net ajusté ¹ | 184 | 1 955 | 2 124 | 717 | 480 | 1 460 | 2 055 | (120) |
| Résultat net de base ajusté par action ¹ | - \$ | 0,02 \$ | 0,03 \$ | 0,01 \$ | 0,01 \$ | 0,02 \$ | 0,02 \$ | - \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation ¹ | 4 355 | 11 181 | 5 520 | 4 774 | 3 343 | 4 570 | 4 866 | 2 945 |
| Carnet de commandes ¹ | 189 jours | 171 jours | 202 jours | 188 jours | 243 jours | 215 jours | 201 jours | 202 jours |

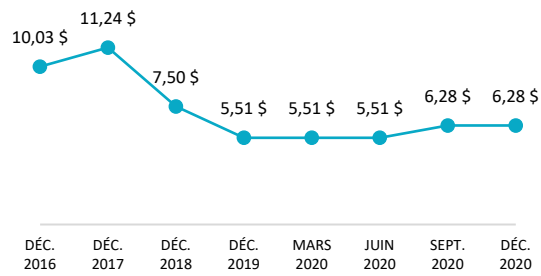
Principales informations financières annuelles

| Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action) | 2020 | 2019 | 2018 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 177 192 | 195 971 | 217 995 |
| BAlIA | 22 424 | 19 051 | 29 021 |
| BAlIA ajusté | 28 791 | 21 950 | 32 350 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus | 2 186 | 1 785 | 13 971 |
| Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus | 0,03 \$ | 0,02 \$ | 0,17 \$ |
| Résultat net | 2 186 | 1 785 | 13 972 |
| Résultat de base par action | 0,03 \$ | 0,02 \$ | 0,17 \$ |
| Résultat dilué par action | 0,03 \$ | 0,02 \$ | 0,17 \$ |
| Résultat net ajusté | 4 980 | 3 875 | 17 484 |
| Résultat net de base ajusté par action | 0,06 \$ | 0,05 \$ | 0,21 \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation | 25 830 | 15 724 | 28 643 |
| Carnet de commandes | 189 jours | 243 jours | 217 jours |
| Données du bilan | | | |
| Total de l'actif | 226 678 | 229 942 | 237 057 |
| Total du passif non courant | 71 752 | 75 629 | 51 430 |
| Dettes nettes ¹ | 10 159 | 35 042 | 22 219 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | 118 376 | 117 297 | 119 703 |

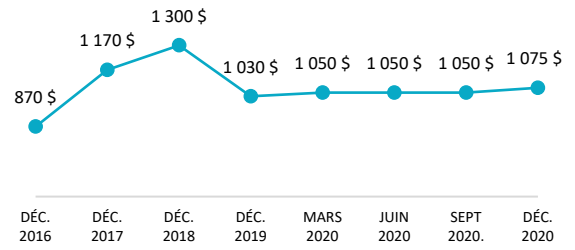
¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Prix des métaux (en dollars américains le kilo)

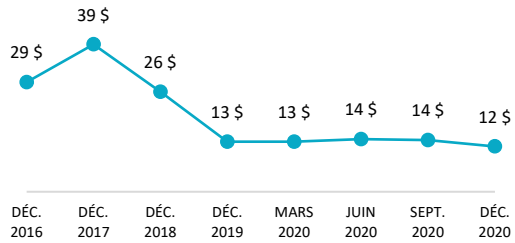
Bismuth



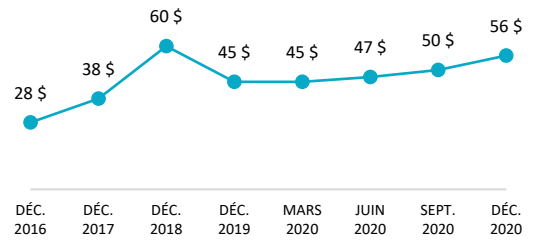
Germanium



Sélénium



Tellure



Source : Low Metal Bulletin